

Villes, départements, régions : devenez un
« Territoire Stop paradis fiscaux »
En adoptant le vœu suivant !



Date :

Le conseil (municipal, général, régional) de _____
a voté et adopté à (la majorité, l'unanimité) le vœu suivant :

« La période récente a montré que les paradis fiscaux ont joué un rôle essentiel dans l'instabilité financière et le développement de la crise. Ces territoires privent les Etats - riches comme pauvres - de ressources essentielles, faussent parfois l'attribution des marchés publics, instaurent une concurrence déloyale entre petites et grandes entreprises, et aggravent l'instabilité économique. Résultat : sous pression budgétaire, les Etats peuvent être tentés de se décharger de certaines responsabilités de service public sur les collectivités locales sans garantir les compensations financières adéquates.

De ce fait, les collectivités, qui doivent aussi gérer les conséquences économiques et sociales de la crise, et dont certaines ont souscrit imprudemment à des produits financiers complexes, sont également victimes des paradis fiscaux.

Or, qu'il s'agisse de prêt et de financement, de partenariats « public privé », de marchés publics, de subventions, de placements etc., les collectivités locales comptent parmi leurs partenaires quotidiens des établissements bancaires, des entreprises multinationales et des fonds d'investissement dont la majorité est présente dans les paradis fiscaux.

Nous, élus de _____, décidons de faire de notre ville / département / région un « Territoire Stop paradis fiscaux » :

- Nous soutenons l'appel « Stop paradis fiscaux » et appelons les pouvoirs publics à accentuer leurs efforts pour mettre fin aux paradis fiscaux.
- Nous demandons à nos différents partenaires économiques et financiers de rendre publics, dans leur rapport annuel, l'ensemble de leurs implantations et l'activité qu'ils mènent, pays par pays¹, et les appelons à retirer toute implantation qui ne correspondrait pas à des activités économiques réelles. Nous nous engageons à tenir compte du degré de transparence fiscale des opérateurs économiques parmi nos critères d'attribution des marchés publics.
- Nous nous engageons à rendre publique notre démarche et appelons les élus d'autres collectivités locales à faire de même. »

Déclaration à renvoyer à elu@stopparadisfiscaux.fr

¹ Pour démontrer leur engagement, ils pourront souscrire à la charte « entreprise Stop paradis fiscaux » qui précise les informations à publier.